

SOYONS PRÊTS POUR UNE RENTREE OFFENSIVE

La période estivale n'est pas terminée. Cependant, elle n'a pas effacé les difficultés sociales rencontrées par les salariés et les retraités. Loin s'en faut ! S'il fallait un seul indicateur de vérification, le nombre encore plus important de gens ne partant pas en vacances suffit pour en témoigner. La conférence sociale de début juillet aura été tout sauf le destin de vocabulaire qu'elle se donne. Au-delà des décisions prises à l'avance et donc de l'usurpation de valeurs de consultation et de démocratie dont elle se pare, elle a confirmé la soumission totale du gouvernement aux desiderata du MEDEF. L'austérité est la boussole, le mépris aux revendications l'accompagne. Le Président de la République et le gouvernement poursuivent le choix d'ignorer ceux et celles qui l'ont porté au pouvoir et à l'inverse de favoriser à tout crin les exploités en s'attaquant aux fondements de ce que toutes les luttes ont fait aboutir comme progrès social. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale prévient de manière autoritaire (il pense même peut-être plus fort) « qu'augmenter le SMIC a un effet levier sur tous les salaires, ce qui dans la situation économique actuelle, est difficile. » (On peut penser qu'il n'oubliait pas au passage les pensions). Or, ni eux, ni la droite ne les avons entendus dire que quand il n'y avait pas la crise qu'il fallait les augmenter. Par contre quand auront-ils le courage de s'en prendre aux profits et permettre une autre répartition des richesses car là est la vraie question à tout moment. A la vérité, les gestionnaires des comptes du capital doivent recevoir la réponse qu'ils craignent le plus : l'action revendicative porteuse d'alternatives de progrès social. Les retraités forts du succès magistral de leur manifestation nationale du 3 juin, avec par ailleurs des initiatives locales, ne vont pas manquer de s'investir dans la préparation de la journée d'action du 30 septembre, laquelle doit permettre d'interpeller les préfets, les chambres patronales et pour ce qui nous concerne de continuer à le

faire auprès des directions de la Poste et de France Télécoms.

La CGT s'est adressé à toutes les autres organisations syndicales, notre fédération également pour notre secteur professionnel. Il est urgent que l'unité aide les salariés et les retraités à se rassembler. Mais pour cela il l'est tout autant pour eux-mêmes de participer à la concrétiser par leur intervention dans des luttes plus nombreuses et plus massives. C'est donc bien maintenant que la rentrée se prépare. Et avec plus d'adhérents CGT, cela ne peut que contribuer à accélérer le mouvement.

Conférence sociale : la CGT exige des gestes forts

L'interview de Thierry Lepaon nous éclaire sur l'état d'esprit de la CGT à l'entrée de la Conférence Sociale. La CGT a participé à 14 réunions avec les différents ministres et fait 94 propositions dont 5 grandes exigences sur les 200 millions versés au patronat. Beaucoup de colère devant le recul par le 1^{er} ministre sur injonctions de Gattaz sur la pénibilité (pour la retraite) et les contrats de courte durée. Le Président de la République soutient son premier ministre, donc le Medef, ce qui ne rend pas le dialogue possible.

Conférence sociale : une feuille de route écrite à l'avance

A la sortie de la conférence sociale, le Président de la République annonce clairement qu'au nom de l'emploi et de la croissance, il faut ouvrir une nouvelle page en affirmant que la nation va réaliser un effort sans précédent au bénéfice des entreprises. C'est la démonstration que la feuille de route était écrite d'avance. La conférence sociale n'apporte rien de nouveau, elle recycle même certaines propositions, non mises en œuvre, des deux précédentes conférences sociales. Cette première analyse de la CGT confirme que c'est l'intervention des salariés qui permettra de faire changer de cap le gouvernement et le patronat.

Réforme territoriale et de l'Etat : une refonte du modèle français inacceptable

La CGT considère que cette réforme aurait dû faire l'objet d'une large consultation. Inscrite dans le marbre de l'austérité, elle va mettre un peu plus à mal la présence et la proximité des services publics, réviser totalement les missions de l'Etat et des territoires. Pour la CGT, il faut réinventer et renforcer l'Etat stratège, développeur et opérateur, plaçant l'intérêt général au cœur de son intervention, ce que ne propose pas la réforme toute entière dédiée aux exigences du capital et de l'Union Européenne.

Projet de loi sur la transition énergétique : très loin de l'intérêt général, sans approche sociale et d'un réalisme douteux

Rebaptisé « nouveau modèle énergétique », le projet de loi a été rendu public ce 18 juin. La CGT déplore que ce texte fasse une fois de plus l'impasse sur l'approche sociale essentielle : le droit à l'énergie pour tous. Le projet de loi s'inscrit dans un contexte économique et politique qu'on ne peut ignorer : austérité et de forte réduction des dépenses publiques d'une part et cadeaux aux entreprises d'autre part.

Si certains objectifs sont cohérents avec une politique climatique ambitieuse, d'autres relèvent de considérations que la CGT ne partage pas, telle la diminution par deux de la consommation énergétique.

Les baisses de la consommation observées ces dernières années ne sont, pour l'essentiel, que l'expression des conséquences de la crise sur l'activité économique, de la disparition de l'industrie dans les territoires ainsi que de l'accroissement de la pauvreté énergétique.

Les transports, premier secteur émetteur de gaz à effet de serre et consommant 1/4 de l'énergie totale du pays, ne sont abordés que sous le seul angle du véhicule électrique, alors que la question

principale s'articule autour des transports collectifs,

Dans ce texte, l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques au travers de Sociétés d'Économies Mixtes (SEM) est affirmée, malgré l'opposition et les alertes de toutes les organisations syndicales du secteur de l'énergie. En l'état, ce projet s'avère être la privatisation pure et simple de la production hydroélectrique nationale. C'est inacceptable !

La CGT estime que la mesure de chèque énergie, qui vise à répondre à l'urgence d'un accès de tous à l'énergie, peut conduire, sans vision d'ensemble et de long terme, à ne pas apporter les réponses pertinentes et durables aux situations des personnes en situation de précarité énergétique.

La CGT alerte fortement pour rappeler qu'il est urgent de trouver des mécanismes satisfaisants pour sortir les 8 millions de personnes plongées dans la pauvreté énergétique en France d'autant plus qu'il est nécessaire d'inclure dans la réflexion la question du transport, qui, en l'absence d'accès à un service public de transport collectif, grève encore plus les budgets des ménages

Comment va-t-on financer les grands axes mis en avant tel l'efficacité énergétique ? Tout est renvoyé aux lois de finances, ce qui laisse planer de très grosses interrogations sur le réalisme des propositions en période d'austérité budgétaire.

Reste bien sûr la question de la maîtrise publique indispensable. Force est de constater que ce projet de loi est très éloigné de la proposition, portée par la CGT, de pôle public de l'énergie.

La CGT appelle les salariés, les citoyens à se saisir de ces enjeux qui les concernent au premier chef afin d'exiger que le pays reprenne enfin la maîtrise du secteur énergétique.

Une nouvelle attaque contre les Prud'hommes : le rapport Lacabarats. Ce rapport commandé par la Garde des Sceaux est une attaque en règle contre la justice du travail, qui risque de faire de

cette juridiction particulière une justice professionnalisée.

D'autres choix sont possibles. La CGT a remis au Ministère du Travail des propositions pour réformer la procédure prud'homale afin d'en améliorer l'efficacité.

**Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,60€**

Chômage : pas de trêve estivale, arrêtez le massacre !

Malgré les emplois aidés, le Crédit Impôts Compétitivité Emplois, le pacte de responsabilité et son lot d'aides diverses, à la hauteur de 40 milliards d'euros pour les entreprises, le nombre de demandeurs d'emplois continue sa hausse (plus de 9400 en juin).

Si le chômage des jeunes baisse, grâce aux emplois aidés, le chômage des seniors continue d'augmenter. La rentrée sociale devrait permettre aux salariés de s'engager pour peser sur les choix gouvernementaux.

L'écotaxe sur une voie de garage ?

Plutôt que de reculer une nouvelle fois devant les menaces du patronat du transport, le gouvernement serait bien inspiré de repenser la politique du fret marchandises en stoppant le dumping social entre modes de transport et entre salariés et de créer les infrastructures adaptées à la nécessaires complémentarité de ces modes... et à la réappropriation publique de certaines, comme les autoroutes...

Une autre voie est possible et la mise en place d'une tarification sociale et environnementale obligatoire permettrait d'envisager un autre développement du transport des marchandises comme le propose la CGT transport à condition de sortir les salariés du transport routier de marchandises de la smicardisation, en stoppant les aides à l'une des professions les plus subventionnées de France, tout en faisant payer aux chargeurs le juste coût du transport.

Conflit SNCF : la réforme est passée mais le combat continue pour les cheminots

Les cheminots de la SNCF ont été en grève dans le courant du mois de juin 2014. Une grève pour contrer la nouvelle réforme ferroviaire voulu par le gouvernement. La réforme est passée en

procédure d'urgence mais les cheminots n'ont pas baissé les bras.

Cette réforme engageait la structuration de la SNCF en un système éclaté en trois établissements, une bonne première étape vers l'éclatement total du système.

La réforme s'inscrit dans une politique des transports européen qui prône la déréglementation et la casse des services publics ainsi que leur mise en concurrence avec le libéralisme sauvage. Les vrais problèmes rencontrés par les salariés et les usagers ne sont jamais traités dans cette réforme dite "historique" du ferroviaire français. Les questions de l'endettement du système et de son financement demeurent centrales mais ne sont pas abordées non plus. Tout au long de leurs luttes, les grévistes ont fait face à une tempête médiatique faite d'enfumage et de manipulation politique de la part du gouvernement et des médias. La réforme est passée, mais les cheminots entendent continuer le combat.

Conflit Paris 15 : victoire pour les postiers

Après une lutte de 51 jours, les postiers du XVème arrondissement de Paris ont gagné. Au terme d'un long combat et d'une belle aventure humaine, les grévistes de la CGT et de SUD sont restés unis et ont remporté la victoire. Aucune provocation ne leur aura été épargnée et face à une direction qui, du national au local, espérait les briser, les salariés ont tenu bon.

Syndicalisation

L'UFR a édité un flash spécial syndicalisation le mois dernier. Il est destiné à chaque syndiqué pour qu'il investisse la bataille du renforcement de la CGT et ainsi se donner les moyens de se battre mieux et plus pour gagner sur les revendications. Nous vous appelons à vous en saisir et proposer à d'anciens adhérents, à des retraités, à des futurs retraités de rejoindre la CGT et de donner de la sorte un cap plus collectif encore à notre destin social.

Communication

Un questionnaire portant sur la communication de l'UFR est à disposition dans les syndicats départementaux et a dû vous être adressé. Il va paraître aussi dans le prochain Au Fil du Temps. Nous vous encourageons à y répondre soit de manière collective en réunion de syndiqués soit individuellement.

Pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens : Urgence

La CGT exprime son indignation face aux bombardements meurtriers dont sont victimes les travailleurs et la population de Gaza, depuis bientôt un mois.

Aucune action militaire ne permettra de solutionner le conflit israélo-palestinien qui dure depuis plus de 47 ans maintenant. Seuls le dialogue, le respect des droits humains et l'application des conventions internationales et des multiples résolutions des Nations unies

sont susceptibles de ramener la paix dans cette région du monde.

Signataire des appels du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, la CGT a participé le 11 juillet, à la délégation reçue au ministère des Affaires étrangères pour dénoncer l'inertie du gouvernement et demander que des actions concrètes de la France soient entreprises auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité de l'ONU.

La CGT réclame la mise en œuvre de sanctions économiques et juridiques à

l'encontre du gouvernement israélien qui ne respecte pas le droit international, ainsi que la levée du blocus de Gaza, la négociation sur le démantèlement des colonies et la reprise du processus de paix.

La CGT réaffirme son soutien à l'existence de deux états, vivant côte à côte dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance de chacun.

Dans ce contexte, la CGT appelle ses adhérents à participer aux manifestations et rassemblements aux côtés de ceux et celles qui se mobilisent pour la paix